

Questions de l'UNSA au CTM du 15 Avril 2020

L'**UNSA** demande que le Ministère liste les missions essentielles afférentes aux différents secteurs de son activité (DRAAF, Etablissements scolaires, DDI...) pour une harmonisation des PCA.

L'**UNSA** demande que les moyens matériels soient mis en œuvre pour la protection des agents concernés par le PCA en présentiel : gel hydro-alcoolique, masques, lingettes désinfectantes et ce sans délai (hors marché national si nécessaire).

L'**UNSA** demande que les agents sur budget d'établissement ainsi que les opérateurs du Ministère de l'Agriculture fassent partie du périmètre des agents concernés par le numéro vert de la cellule de soutien aux agents.

L'**UNSA** demande une clarification concernant nos BTS et licences pro (Formation initiale scolaire et apprentissage) et nos établissements d'enseignement supérieur (VetagroSup, INRA, AgroCampusOuest, ONIRIS...). Sont-ils concernés par une reprise en Septembre ? Qu'en est-il clairement de la reprise annoncée par le Président de la République ?

L'**UNSA** demande de nouveau que les calendriers concernant les dates de tenue des commissions de mobilité, leur composition, la date des réunions d'arbitrages (s'il y a lieu), les dates de publications, soient transmises aux organisations syndicales en toute transparence et pour toutes les mobilités.

Les NS concernant les enseignants ne font état que de la date de publication des résultats par le SRH, nous demandons que la DGER réponde à nos questions sur la partie concernant les dates de tenue des commissions.

La note de service pour la mobilité des enseignants contractuels : L'**UNSA** demande que cette note paraisse, et que les dates de tenue de commission, arbitrages et publication y soient mentionnés.

L'**UNSA** demande ce qu'il en est à ce jour du PNF. Les actions sont-elles suspendues, reportées, annulées ? Qu'en est-il des crédits afférents à ces actions ?

L'**UNSA** demande la dématérialisation des livrets scolaires comme c'est le cas à l'Education Nationale.

L'**UNSA** demande le gel de la DGH pour la rentrée à venir.

Le Président a évoqué lundi soir la reprise des crèches, écoles, collèges à la date du 11 mai 2020. Que se passera-t-il pour les agents dont les enfants ont des pathologies et qui potentiellement ne pourront pas reprendre les cours ? Le placement en télétravail ou en ASA sera-t-il encore possible ?

Dans le cadre des LDG mobilité, les organisations syndicales peuvent soutenir un dossier dès lors qu'elles sont mandatées par l'agent. L'**UNSA** demande qu'une procédure soit rapidement mise en œuvre par l'administration pour en connaître les modalités précises.

Le gouvernement prône la mise en place d'une réserve civique, le Ministre nous a répondu la semaine dernière que le bénévolat imposait une prise de congés annuels. L'**UNSA** demande que des ASA (dans la limite du confinement) soient accordées aux agents souhaitant la rejoindre, à l'instar de ce qui se réalise pour la réserve sanitaire.

Le CNPF est interrogé par les propriétaires forestiers sur la possibilité qu'ils ont, ainsi que leurs ayants droits, de se rendre en forêt. Il semblerait que les préfets aient une interprétation différente d'un département à l'autre. Serait-il possible d'avoir une réponse du MAA sur le sujet ?

Pourquoi les agents sur postes gagés ne peuvent-ils pas télécharger leurs fiches de salaire ENSAP ?

Pourrions nous connaître la date d'ouverture des exploitations pour la vente des produits ?

Pourrions nous avoir un bilan financier des structures CFPPA face à cette crise ?

Nos établissements ont tous des internats, certains ont été réquisitionnés pour accueillir des personnes sans abris ou soignants. Nos établissements auront-ils été désinfectés comme l'**UNSA** le réclame depuis le début de la crise en vue du déconfinement au jour de la reprise ? Gants, masques et gel seront-ils à disposition ?

L'**UNSA** s'interroge sur la dégradation du dialogue social au vu des décisions prises par l'administration sans concertation préalable ou les non questions à réponses itérées plusieurs fois. Nous réclamons toujours les calendriers de commissions de mobilité, et nous nous sommes rendu-compte que des sujets mis à discussion en CTEA, était finalement déjà en place auprès des agents, c'est le cas des stagiaires concours.